

## PHILIPPINES

### ENJEU

La situation des droits de la personne aux Philippines s'est nettement améliorée depuis quelques années. Certains problèmes demeurent, mais la discipline des forces militaires et policières de même que le système judiciaire s'améliorent considérablement.

### CONTEXTE

Le gouvernement philippin a fait des efforts concertés et honnêtes pour corriger les abus commis par les représentants officiels. Il a mené une campagne publique pour retirer des rangs de la police et de l'armée les auteurs de violations des droits de la personne, les criminels et les membres corrompus. Deux mille policiers ont été congédiés pour cause d'abus à la fin de 1994. La loi antisubversion, qui avait servi à couvrir de nombreux abus, a en outre été abrogée en 1994. L'année suivante, la Commission des droits de la personne a commencé à donner des cours sur les droits de la personne aux militaires et aux policiers. Les cours pourraient devenir obligatoires si le projet de loi du Congrès est adopté.

Certes, des améliorations sont encore possibles. La Commission philippine des droits de la personne, organisme indépendant chargé par la constitution de promouvoir et de protéger les droits des personnes, a indiqué que ce sont les forces de l'ordre qui violent le plus souvent les droits de la personne. Près de la moitié des 478 plaintes déposées à la Commission durant les six premiers mois de 1996 mettaient en cause la police nationale (166) et les forces armées (61). Les assassinats, homicides et exécutions extrajudiciaires ont été les violations les plus répandues encore que les cas d'arrestation et de détention demeurent problématiques.

Le gouvernement prend aussi des mesures contre l'exploitation sexuelle des enfants. Les Philippines accusent un des taux les plus élevés d'exploitation sexuelle chez les enfants. Entre 60 000 et 100 000 jeunes se prostituent, dont 35 % sont des enfants de la rue. Pour contrer le problème, le secrétaire du Bien-être social et du Développement a rendu public, en septembre 1996, un plan quinquennal visant à combattre ces abus sexuels et les autres formes d'exploitation des enfants par une campagne de sensibilisation du public. Grâce à une étroite collaboration avec le département de la Justice, l'initiative a déjà permis plusieurs condamnations dans des cas d'abus et d'exploitation d'enfants.

Selon les statistiques de la police nationale, la violence faite aux femmes et aux enfants a augmenté au cours de la dernière année. Les cas signalés de viol sont passés de 1 167 en 1995 à 1 194 en juin 1996.

Un des événements les plus encourageants de 1996 a été la signature de l'Accord de paix de Mindanao entre le gouvernement des Philippines et le Front moro de libération nationale. Cet accord vise à corriger la négligence dont ont souffert pendant des décennies les Philippins musulmans dans le sud de l'île de Mindanao.